

# MERCREDI 29 AVRIL 2015

« Voir » la fin de la civilisation industrielle.

- = Préparez-vous à un nouveau credit crunch (Bill Bonner) p.1
- = Que va-t-il se passer lorsque le dollar va s'écrouler ? p.3
- = James Turk sur le « Grefault » p.7
- = La crise grecque, novembre 2011 p.10
- = Mac Do et la propagande... p.13
- = Taux d'intérêt négatifs sur les prêts immobiliers au Portugal, en Italie et en Espagne p.15
- = Hedge funds : meilleurs résultats trimestriels depuis quatre ans ! p.17
- = L'Autriche ne garantit plus les dépôts bancaires p.18
- = « L'idiotie de la baisse du chômage grâce aux départs en retraite revient encore une foi » p.21
- = Total annonce une baisse de ses résultats au 1er trimestre 2015 p.24
- = 'Le Trésor grec s'en prend aux comptes bancaires' p.27
- = La bombe à retardement des taux directeurs à 0% p.28
- = La Norvège broie de l'or noir p.34
- = Les actions Twitter se sont effondrées... p.36
- = La domination des Etats-Unis sur le monde p.38
- = Agrocarburants: l'Europe plafonne p.40
- = L'environnement international n'est pas si brillant que cela p.41
- = Et si on déprogrammait l'obsolescence? p.45



## Préparez-vous à un nouveau credit crunch

29 avr 2015 | **Bill Bonner** | La Chronique Agora

- Michael Snyder, du *Economic Collapse Blog* ["Blog de l'effondrement économique", ndlr.] :

*"Préparez-vous à un nouveau credit crunch mondial majeur. Aujourd'hui, le système financier dans son entier ressemble à une colossale spirale de dette. Quasiment toute l'activité économique dépend du flux de crédit d'une manière ou d'une autre, de sorte que le seul moyen d'obtenir de la 'croissance économique' est d'introduire encore plus de dette dans le système [...] il y a quelques jours seulement, le FMI avertissait les dirigeants de se préparer à un 'choc de liquidité' mondial. Et vendredi, les autorités chinoises ont annoncé l'interdiction de certaines sortes de financement pour les marges de trading, tandis que nous apprenions qu'en coulisses, en Europe, des préparations étaient faites pour un défaut sur la dette grecque et une sortie de la Grèce de la Zone euro. En plus de tout cela, on vient d'assister au plus haut pic de rejets de dossiers de*

*crédit jamais enregistré aux Etats-Unis. Ce sont tous là des signes que les conditions de crédit sont en train de se resserrer, et une fois qu'un 'squeeze' de liquidités commence, cela peut générer beaucoup de crainte.*

*Ce qu'il faut retenir, c'est que nous commençons à voir les premières phases d'un 'squeeze' de liquidités. Le flux de crédit va commencer à se resserrer, ce qui signifie que l'activité économique mondiale va ralentir.*

*Cela s'est produit durant la dernière crise financière — et durant la prochaine crise financière, le credit crunch sera pire encore.*

Si un choc de liquidité est en route, le marché ne le voit pas venir. Les prix frôlent encore des sommets record. Pourquoi ?

*Les ménages ont moins d'argent à dépenser qu'il y a 15 ans*

Des profits élevés, dites-vous ? Certes, mais d'où viennent lesdits profits ? Les ménages ont moins d'argent à dépenser qu'il y a 15 ans. Et les entreprises ne peuvent pas gagner d'argent simplement en se vendant

mutuellement des choses.

La seule explication est que les clients — y compris le gouvernement — continuent à emprunter de l'argent et à le dépenser. Les entreprises empruntent pour racheter leurs propres actions. Les consommateurs empruntent pour acheter des biens. D'un côté comme de l'autre, l'argent vient "de nulle part" et tombe sur les bilans comme de la manne divine.

#### ▪ **La question du jour : où est "nulle part" ?**

Les ménages ont semblé atteindre le "pic de dette" en 2007. A présent, les entreprises et le secteur public — sans parler des étudiants et des acheteurs automobiles — arrivent eux aussi à leur charge de dette maximale.

"Tout le monde — y compris les entreprises et le gouvernement — a une capacité limite de dette", déclare Felix Zulauf. Une fois arrivé à capacité, ils arrêtent d'acheter. Les ventes additionnelles se transforment alors en stocks additionnels, les employés se transforment en statistiques du chômage et les profits se transforment en pertes.

*Les profits — déjà à des sommets record — ont peu de chances de grimper plus haut*

Peut-être que le cycle va se renverser bientôt. Ou pas.

Mais les profits — déjà à des sommets record — ont peu de chances de grimper plus haut. Et sans espoir de profits plus élevés à l'avenir, pourquoi payer aussi cher les futurs revenus ?

On peut également expliquer les cours élevés comme étant une caractéristique de taux d'intérêts bas. Que peut faire un investisseur dans de telles conditions, sinon essayer de saisir dividendes et plus-values — sinon, il n'aura rien. Mais là encore, les actions sont censées anticiper. On n'achète pas une valeur dans l'espoir d'obtenir la même chose que ce qu'on a payé. On espère avoir plus. Et si les prix ont grimpé parce que les taux d'intérêt ont baissé, que feront-ils maintenant que les taux sont déjà à des planchers historiques ? Jusqu'où peuvent-ils encore chuter ?

Nous laissons cette question pour demain : vous serez surpris, je pense...

## **Que va-t-il se passer lorsque le dollar va s'écrouler ?**

[Crashthebug.fr](http://Crashthebug.fr) [Infowars.com](http://Infowars.com) écrit par Folamour 28 avril 2015

Je ferais une réflexion sur le sujet plus tard car, à mon avis, la vraie question est comment les USA vont-ils conserver l'hégémonie monétaire après le crash du dollar ? Si l'on crée une nouvelle monnaie mondiale assise sur l'or, la Chine, ou l'Inde, ou la Russie contrôleront le nouveau système monétaire, donc il y a forcément une bidouille quelque part que l'on ignore. En attendant la poursuite de ma réflexion, je vous laisse cogiter sur ce bon papier d'Info Wars qui cadre bien les enjeux et questions à venir prochainement.

Maître Confucius

**Historiquement, lorsque la dette d'un pays dépasse sa capacité à rembourser, même l'intérêt, on peut supposer que sa monnaie va s'effondrer.**

En général, les gouvernements aggravent la situation en imprimant de grandes quantités de billets de banque dans un effort pour inflater le problème ou du moins le reporter.

**Plus le niveau de la dette augmente, plus le niveau d'inflation doit être élevé pour le contrer.** Plus l'inflation est grande, plus le danger de l'hyperinflation l'est aussi. Aucun gouvernement n'a jamais été en mesure de contrôler l'hyperinflation. Si elle se produit, elle arrive rapidement, et se

termine *toujours* par un accident.

Bien qu'il y ait des observateurs (moi compris) qui discutent souvent d'un accident de la monnaie de réserve, cela signifierait pour le monde qu'il y a peu ou pas de discussion sur la façon dont cela aurait un impact sur le niveau de vie des gens, et peut-être que la discussion devrait commencer par là.

Lorsque les devises se crashent, l'Etat tente souvent de créer une nouvelle monnaie. Parfois, elle est acceptée, parfois non. Généralement, les gens du pays (et ces échanges dans le pays) se déplacent immédiatement vers "la meilleure monnaie". En 2009, lorsque le dollar zimbabwéen s'est écrasé, plusieurs monnaies ont été utilisées, mais le dollar américain était le grand favori, car il était la monnaie de réserve mondiale et donc la monnaie la plus "sûre".

Sans surprise, le gouvernement zimbabwéen a combattu l'utilisation du dollar, car ils voulaient conserver le contrôle de l'économie et du peuple. Les gens ont donc été pénalisés pour l'utilisation du dollar américain et d'autres devises.

Et c'est ce que la plupart des gouvernements font, mais voici où cette idée est vouée à l'échec : [I]d'abord, la monnaie "marché noir" est tellement souhaitée par les citoyens maintenant blasés, qu'ils font tout ce qu'ils peuvent pour éviter la nouvelle monnaie officielle. Bientôt, la plupart des transactions, bien qu'illégales, sont entreprises dans la monnaie sur le marché noir.

Deuxièmement, puisque personne ne veut vraiment de la nouvelle monnaie, même les dirigeants politiques vont utiliser la monnaie sur le marché noir.[/I]

En fin de compte, la monnaie sur le marché noir est légalisée (puisque c'est la seule solution vraiment pratique), et elle devient souvent la monnaie non officielle, si ce n'est en fait celle officielle.

### **Tout d'abord, l'Euro crash**

Il est sûr de dire que l'Union européenne, les Etats-Unis, et quelques autres Etats sont en voie d'accident monétaire, et selon toute vraisemblance, l'euro ira avant le dollar. Alors, à moins que l'UE ait déjà préétabli un nouvel euro, le dollar américain pourrait bien être choisi comme une solution immédiate au problème que le dollar américain soit actuellement reconnu et commercialisé dans toute l'Europe. Par conséquent, un transfert relativement indolore pourrait être fait.

## **Ensuite, le Dollar crash**

Cependant, le dollar, qui est actuellement loué comme étant une monnaie saine, est vraiment futile par rapport à l'euro (et moins sur quelques autres devises). Une fois son frère moins stable, l'euro va s'effondrer et le dollar sera exposé.

Comme le dollar américain est une monnaie fiduciaire et est dans les cordes des États-Unis (et tout autre pays qui utilise le dollar comme devise principale, le moment venu) connaîtra l'urgence de la colère de la rue qui sera sans précédent.

La grande question qui n'est généralement pas discutée est : Le jour après le crash (et par la suite), quelle sera la monnaie utilisée pour acheter à l'épicerie, de l'essence, un repas dans un restaurant ? Certes, le [I]besoin[/I] sera immédiat et sera au niveau national dans chaque pays touché, affectant tout le monde.

Et alors ...

J'ai discuté un certain temps sur le fait que [B]les États-Unis seront prêts à l'avance avec une nouvelle monnaie électronique.[/B] Cela servirait trois objectifs :

Il permettra au gouvernement américain de blâmer les monnaies de papier de l'accident, afin de détourner le public de reconnaître que la culpabilité du gouvernement.

Il permettra au gouvernement américain de créer un système de change qui interdit la tenue de la monnaie négociable par la population, est-ce qu'une carte de débit serait créée par les banques à travers laquelle toutes les transactions doivent passer, en assurant que toutes les transactions sont traitées par (et donc sous le contrôle de) une banque.

Il permettra au gouvernement américain d'avoir une connaissance de chaque sou gagné et dépensé par toute personne ou organisation, permettant directement le paiement de l'impôt sur le revenu.

Si les États-Unis devaient instituer un tel système, les citoyens américains deviendront alors les personnes les plus contrôlées économiquement dans le

monde, du jour au lendemain.

Il est probable qu'un système de marché noir serait spontanément créé par des citoyens des États-Unis, afin de contourner le nouveau système du gouvernement. Une partie des échanges quotidiens se produirait sous la table. Il serait sans aucun doute être illégal, et nous ne pouvons que spéculer sur la façon dont il deviendrait répandu : 10% de toutes les transactions ? 30% ? Je vous laisse deviner. Certes, le gouvernement va sévir, et les pénalités pourraient devenir graves.

Ailleurs dans le monde, il y aurait une plus grande liberté, mais quelles seraient leurs monnaies ? Il y a beaucoup de pays qui utilisent actuellement le dollar américain comme une de leurs monnaies officielles. Après un crash, plus la dépendance au dollar américain est forte, plus la perte économique est forte, bien que, dans la plupart des pays, le gouvernement soit susceptible d'être moins efficace que les États-Unis, qui travaillerait en faveur de l'individu.

Ces pays auraient également la possibilité de passer du dollar à une autre monnaie dominante. Avec l'euro et le dollar disparus, cette monnaie pourrait être le yuan chinois. La difficulté actuellement, est que le yuan ne soit pas d'usage courant dans la rue.

L'adoption d'une monnaie comme le yuan exigerait un passage soudain de la politique monétaire, avec des problèmes d'adaptation. Cependant, les développements récents entre les BRICS et d'autres indiquent que de nombreux pays voient déjà l'écriture sur le mur et se préparent pour l'utilisation du yuan comme suppléant.

Un retour à des métaux précieux comme devise ?

Une autre possibilité se déroule <http://www.internationalman.com/go/ujyav-2> au Mexique d'aujourd'hui. Le Mexique remonétise l'argent.[/B] Une pièce d'once en argent pur Libertad fonctionnera en parallèle (et sera interchangeable avec) le peso de papier existant. Les banques vont valoriser la Libertad quotidienne, sur la base du prix de l'argent. Ainsi, le Mexique va créer un moyen légal pour ses citoyens à se protéger contre la dévaluation du peso, tout en créant une protection interne contre les crises monétaires dans d'autres pays.

Si le gouvernement mexicain reste cohérent dans son plan, il fera plus que

simplement aider à stabiliser le Mexique économiquement ; il servira d'exemple aux autres pays lorsque les Goliaths de l'euro et du dollar américain s'effondreront, il sera une alternative très saine.

En outre, plus les pays qui suivent cette politique, l'argent (et d'ailleurs l'or) pourraient devenir une monnaie internationale. Il importerait peu à un propriétaire de station-service dans <http://www.internationalman.com/go/ujydw-2> le Canada, <http://www.internationalman.com/go/ujygx-2> l'Australie ou <http://www.internationalman.com/go/ujy3y-2> le Chili si sa caisse a été remplie avec des pièces marquées, "le Mexique", ou s'ils disaient «<http://www.internationalman.com/go/ujy6z-2> Islande », « <http://www.internationalman.com/go/ujy92-2> [B] Nouvelle-Zélande », ou « <http://www.internationalman.com/go/ujyu3-2> l'Afrique du Sud ». Après tout, une once d'argent est une once d'argent, quel que soit le pays d'émission.

Comme de grands observateurs, nous serions bien avisés de surveiller ce qui se passe avec la Libertad au Mexique et de regarder pour un rendement similaire aux métaux précieux dans d'autres juridictions. Comme ce développement progresse, nous pourrions envisager que, quelles que soient les juridictions qui soient les plus vigoureuse à exiger l'utilisation continue des monnaies de papier condamnées (ou, pire, le transfert en monnaies électroniques), nous pouvons choisir de stocker notre richesse, n'importe comment, grand ou petit, dans un territoire plus sûr. En outre, nous pouvons choisir de résider dans une juridiction où une crise de change sera moins susceptible de se produire ; de vivre sous un gouvernement qui ne cherche pas à contrôler et taxer notre transaction économique.

## [James Turk sur le « Grefault »](#)

Article de [KWN](#), publié le 27 avril 2015

[version courte]

### ***Le défaut grec secouera la planète***

On ne parle plus du grexit, mais du *Grefault*, soit du défaut de la Grèce.

L'impact d'un tel événement sera énorme. La Grèce doit environ 300 milliards d'euros. J'estime qu'environ 150 milliards ont été transférés du privé, principalement les banques, aux gouvernements (...). Au lieu que les pertes soient essuyées par les banques, ce sont les contribuables qui devront supporter ces énormes pertes. Ce fardeau sur les épaules du contribuable européen diffusera des ondes de choc à travers toute l'union.

En plus de ce qui est dû aux gouvernements, l'exposition de la BCE à la Grèce est désormais 213 milliards d'euros en raison des montants supplémentaires prêtés aux banques à travers le fonds de liquidités d'urgence. (...) On estime que l'ensemble des dépôts publics (entités fédérales et locales, entreprises d'État, etc.) s'élevait à un peu plus de 130 milliards d'euros à la fin mars. (...)

Vu le nombre d'acheteurs sur le marché de l'or et de l'argent, il semblerait que les investisseurs se positionnent pour un défaut de la Grèce. Il est intéressant de noter que le cours a fortement augmenté juste avant l'expiration des options, à un moment où on assiste historiquement à des pressions baissières. Sans parler du début de la réunion du comité de la Fed à partir de demain, un autre moment propice à la baisse et au contrôle du cours de l'or. Mais cette fois, cela ne s'est pas produit. (...)

### **Tsipras voit-il le coup venir?**

**Extrait** de l'article de [Eric Verhaeghe](#) du 26 avril 2015

L'urgence financière qui touche la Grèce produit déjà un effet de contamination. Les taux d'intérêt se tendent et la Grèce emprunte désormais à 10 ans à près de 13%. **La hausse des taux a également touché l'Italie, l'Espagne et le Portugal.** Le risque de contamination systémique est évidemment le scénario sur lequel Tsipras parie dans sa partie de poker: l'homme qui avait roulé des mécaniques en arrivant au pouvoir et qui, à ce stade, n'a entamé aucune vraie réforme, joue la montre en étant convaincu que l'Allemagne cédera par peur d'un effondrement généralisé en cas de défaut grec.



# What are the POTENTIAL CONSEQUENCES of a Greek Default?



Many are assuming that a default on the bailout loans would prompt Greece to exit the euro union, returning to their previous currency, the drachma. Due to the havoc this would wreak on European banks' balance sheets, a **banking crisis** would likely ensue.

In such a scenario, not only do economic analysts expect the **value of Greek assets denominated in drachmas to drop by as much as 50%**, but it is also likely to spark a contagion crisis across Europe, where countries like Ireland, Spain, Italy, and Portugal are still somewhat fiscally fragile.



Even if Greece doesn't drop the euro, a default would undoubtedly hurt the credit ratings on the country's sovereign debt, making fresh investment and recovery more difficult to come by. The country's **HUMANITARIAN CRISIS** of working class individuals not being able to afford basic medical services would worsen.

The rest of Europe would experience a painful adjustment period from which the currency union itself may not survive. A run on the banks would surely be precipitated.



The recent rise in nationalistic, anti-EU factions in countries like Britain, France, Germany, and Denmark may hit a fever pitch if Europe is plunged into crisis. A **full-blown ECONOMIC CRISIS IN EUROPE** would have serious ramifications for the global economy, likely setting off another worldwide recession.

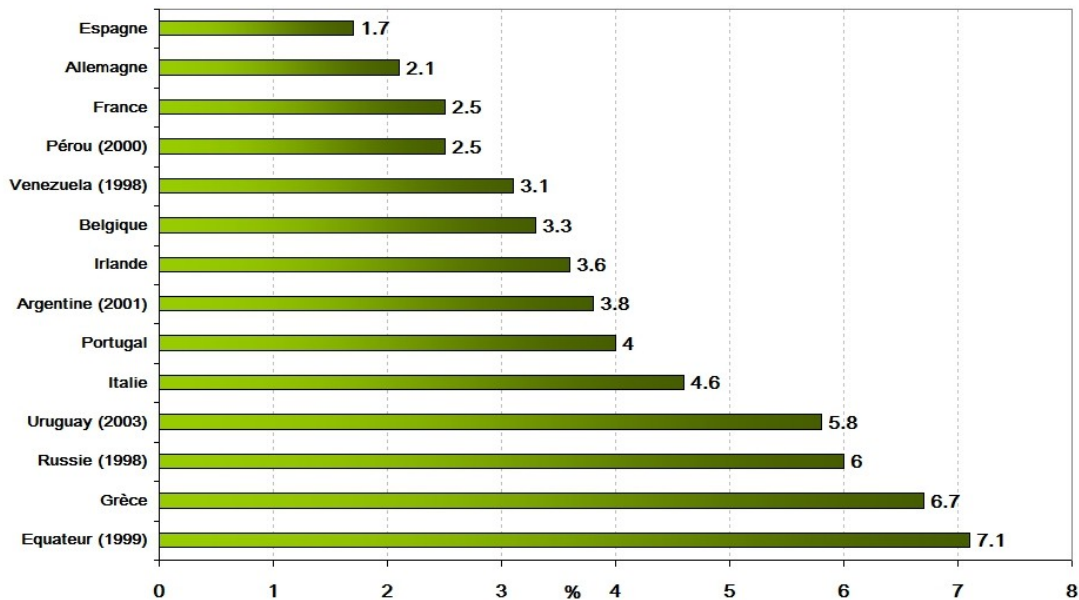
# La crise grecque, novembre 2011

Avril 29, 2015/ [Articles des éconoclastes](#), /par [Pierre Sabatier](#)

Tout comme Olivier Delamarche, dont vous pouvez visionner l'[interview BFM sur le sujet de la crise grecque de juin 2011 sur le site](#), j'avais averti de l'insuffisance du plan de sauvetage de la Grèce qui consistait à acter l'abandon de 50% de la dette grecque par les banques. Voici l'article original datant de **novembre 2011**.

Dans le cadre du plan mis en place fin octobre par les autorités européennes pour éviter à la zone euro une crise systémique de grande ampleur, il a été acté que les banques devraient faire une croix sur 50% de la valeur de leurs obligations grecques, et cela de manière volontaire pour éviter une situation considérée comme un défaut de paiement par les agences de notation. Cette mesure devrait ainsi permettre au pays de réduire son taux d'endettement, le faisant passer de 165% du PIB à environ 120% du PIB à horizon 2020. En se basant sur l'hypothèse d'un taux d'intérêt moyen de 5% à partir de là, les frais financiers passeraient alors à 6% du PIB contre 6.7% actuellement.

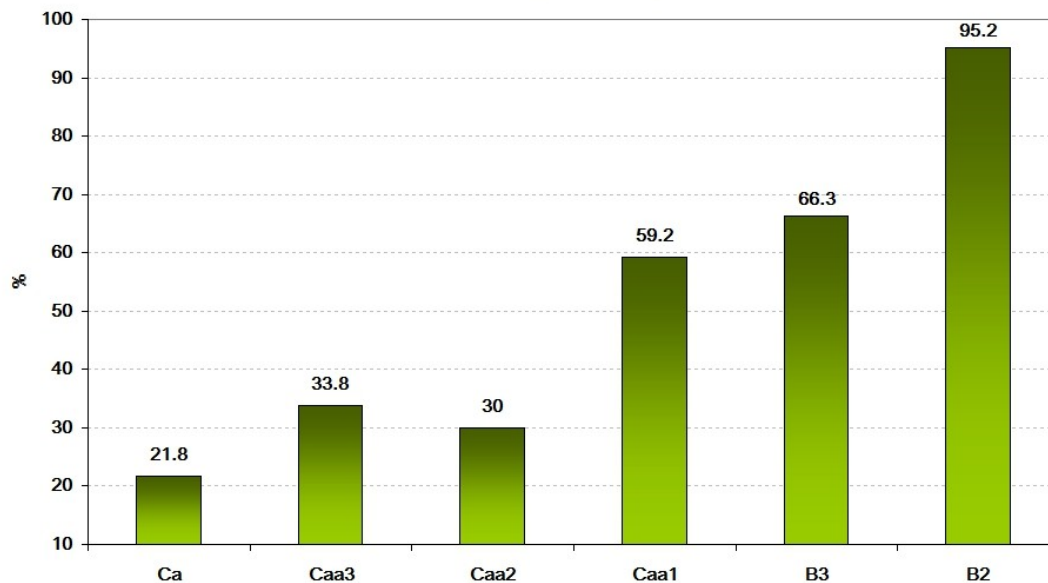
Frais financiers en % du PIB en 2011



**Mais est-ce réellement suffisant pour que la Grèce sorte de la spirale dans laquelle elle se trouve ? C'est peu probable.** A un niveau de 120% du PIB le fardeau de la dette grecque devrait être encore trop lourd à porter : on constate en effet historiquement que les pays mal notés par l'agence Moody's

(Ca à Caa2) ne sont en mesure de rembourser que 20% à 34% du montant initialement emprunté (cf. graphique ci-dessous), soit une décote comprise entre 65% et 80%... Dans ces conditions, il nous paraît plus raisonnable d'avoir pour objectif un niveau de frais financiers ne dépassant pas 4% du PIB grec après décote afin de faire sortir le pays du cercle vicieux dans lequel il s'est enfermé depuis plus de deux ans. Ce niveau correspondrait à un taux d'endettement de la nation qui se situerait autour de 80% du PIB. Pour atteindre cet objectif, **il faudrait alors que la décote proposée aux établissements bancaires ne soit plus de 50%, mais bien de 65% à 70%** pour espérer une sortie par le haut de la crise grecque actuelle.

Taux de recouvrement en fonction de la notation attribuée par Moody's



A l'heure actuelle, la position de la Grèce est bien meilleure que ce qu'elle était en 2011. La Grèce est aujourd'hui en position de force car elle a les cartes en main concernant son avenir dans la zone euro, et c'est pour cela que les autorités européennes sont actuellement aussi menaçantes. C'est ce que je vous démontre dans mon article sur le site de mars 2015 : [Grèce : qui du prêteur ou de l'emprunteur l'emportera ?](#) Par Pierre Sabatier, PrimeView.

## [Grèce : qui du prêteur ou de l'emprunteur l'emportera ?](#)

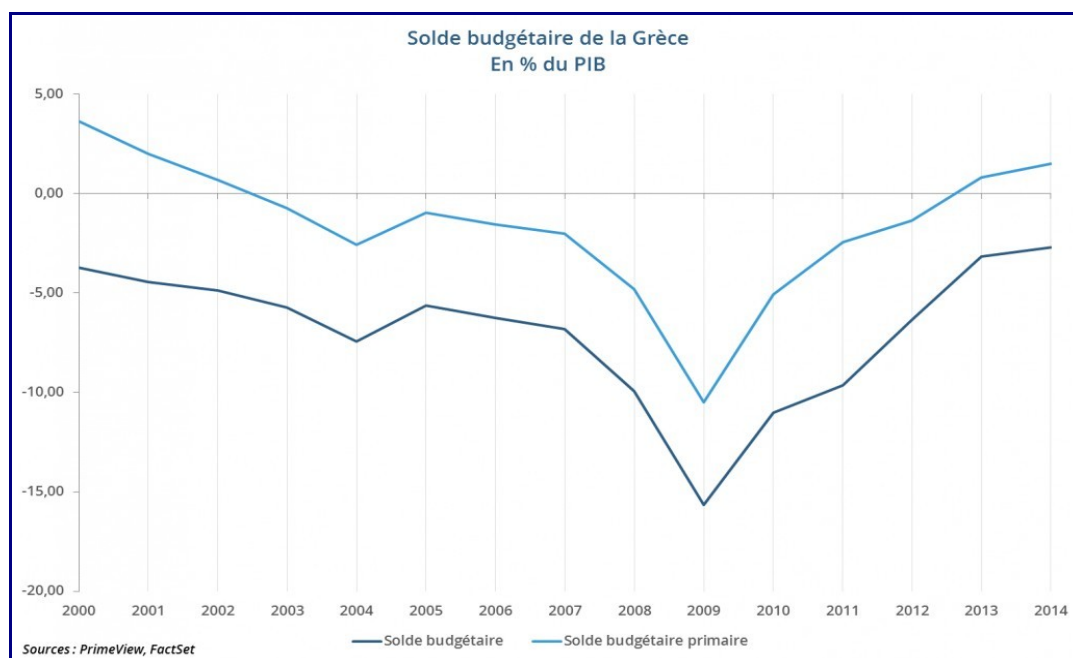
mars 16, 2015 [Articles des éconoclastes /par Pierre Sabatier](#)

Les négociations en cours suite à l'élection du parti Syriza en Grèce au sujet

de la poursuite du plan d'austérité mais surtout de la soutenabilité de la dette publique font brutalement resurgir une question : **le statut de prêteur est-il obligatoirement synonyme de position de force par rapport à celui d'emprunteur ?** Bien sûr que non, au regard de la **possibilité de défaut**, même partiel, du pays endetté. Il est déroutant qu'une telle éventualité surprenne encore, alors même que l'histoire économique a été jalonnée de défauts au fil des siècles (le top 10 des pays qui ont fait le plus de défauts en totalisent 88 depuis 1820...).

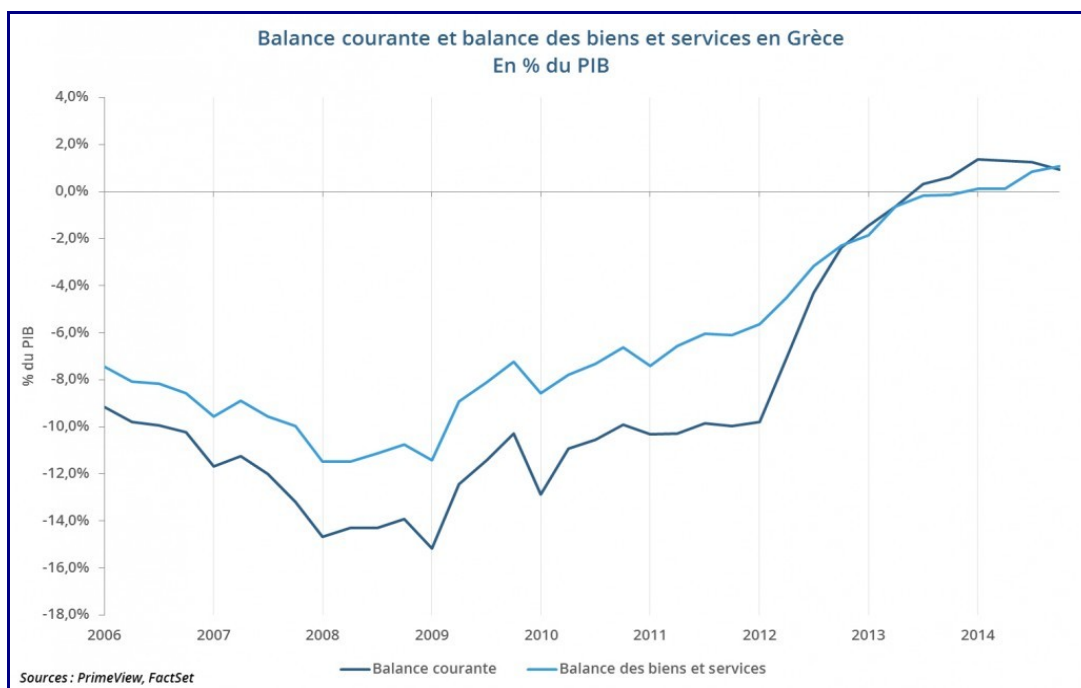
Qu'en est-il cette fois ? En réalité, la Grèce est en bonne position aujourd'hui pour réussir à restructurer sa dette, de gré ou de force :

1. La Grèce n'affiche plus de déficit public mais bien un **excédent budgétaire** si l'on ne comptabilise pas les charges financières dues sur son stock de dette publique. Alors que ce solde atteignait -10.5% du PIB en 2009, il devrait se situer autour de +1.5% du PIB en 2014



2. La balance des biens et services de la Grèce est passée d'un déficit de -11.4% du PIB en 2008 à un excédent de +1.1 % du PIB aujourd'hui... Conséquence : le pays affiche désormais un **excédent de sa balance courante**. Et l'inversion de tendance est colossale : alors que le déficit courant atteignait -15.2% du PIB en 2008, l'excédent courant est aujourd'hui de +1 % de PIB.





**La Grèce est en bonne position aujourd'hui pour réussir à restructurer sa dette, de gré ou de force**

En clair, cela signifie que la Grèce, si elle choisissait aujourd'hui de faire défaut sur la dette détenue par les étrangers, pourrait a priori continuer à financer son économie... à la différence de la situation du pays en 2010 ou 2012. Le préalable à une décision de cette nature consisterait d'abord à rétablir un contrôle des capitaux, afin d'éviter la fuite des plus fortunés Grecs vers d'autres contrées pour échapper à la perte de pouvoir d'achat liée à une dévaluation. Qui seraient les principaux perdants d'une telle solution ? Les détenteurs de dette publique grecque, à savoir le FMI (30 milliard d'euros) mais surtout les états membres de la zone euro au travers du premier programme d'aide et du Fonds Européen de Stabilité Financière (195 milliards d'euros). Que faire ? **Négocier et accepter les pertes plutôt que les subir, une décision unilatérale de la part de la Grèce étant susceptible de créer le désordre le plus marqué...**

## **Mac Do et la propagande...**

**Patrick Reymond 29 avril 2015**

Mac Do, nous dit Charles Sannat va fermer 900 gargotes, et en ouvrir d'autres. Mais cela indique, d'après lui, le ressort économique réel, après gommage de la propagande.

C'est sans doute vrai, et indique la profonde décadence de l'occident, où "l'investissement", d'après les hommes politiques, c'est de construire des stades, et le coup de fouet économique attendu se borne désormais finalement à la dépense de construction engendrée moins les effets négatifs observés, comme au Brésil.

Là aussi, ça fait maintenant "vieux con", parce que ce qui était hier un coup de booster, est devenu désormais, un coup de frein.

Pour la bonne raison que tout ramène à l'énergie. Quand la quantité globale d'énergie décroît, la dépense faite pour le prestige diminue les autres, et notamment celles qui pourraient être utiles.

Mac Do, aussi, ce n'est que de la paillette, et rien d'autre. Un bâtiment vide, reconvertis en autre chose quand c'est possible, et aux USA, un bâtiment abandonné, une friche.

Quand Jean-Marc Jancovici dit à l'assemblée nationale, qu'il y a d'autres choses à penser, en plein pic pétrolier, qu'à bâtir un aéroport, c'est une manière polie que les décideurs sont au mieux une bande de vieux cons, au pire des corrompus.

Les mac Do, vont se déplacer, certains s'ouvrir, d'autres, fermer.

Pour Jancovici, il manque un peu de culture. Braudel disait que l'homme était une petite force, mais qu'il avait une grande aptitude à la multiplier de manière très importante par des objets très simples. Il me vient en tête l'exemple de la poulie. Le problème de biens des sociétés au cours des âges, c'est l'incapacité d'intégrer le progrès technique, étant donné l'inégalité régnante dans ces sociétés. Le génie du moyen âge européen, c'est d'avoir réussi à l'assimiler et à le diffuser, bien avant l'intervention de l'énergie fossile.

Et un savoir faire adéquat. Le fait de l'énergie et du fossile a été de priver l'homme de toute notion de savoir faire, au profit d'un presse bouton, et les seuls qui ont un savoir faire, sont des techniciens de maintenance, mais seulement pour réparer les machines qui savent tout faire...

Des emplois Mac Do, quoi.

En attendant, l'économie ancienne n'est plus assez puissante pour assurer le plein emploi, mais encore trop, pour permettre que se développe

suffisamment la nouvelle.

## Taux d'intérêt négatifs sur les prêts immobiliers au Portugal, en Italie et en Espagne



Mish  
Global Economic Analysis

Publié le 29 avril 2015

La vaste majorité des prêts immobiliers au Portugal, et une grande partie des prêts immobiliers en Italie et en Espagne, sont liés à Euribor, le taux que les banques européennes doivent payer pour pouvoir s'emprunter les unes aux autres.

Si Euribor baisse suffisamment, les banques doivent rémunérer leurs emprunteurs. C'est ce qui se passe déjà en Espagne.

Voici un extrait de l'article du Wall Street Journal intitulé [Tumbling Interest Rates in Europe Leaves Some Banks Owing Money on Loans to Borrowers](#) :

En Europe, la baisse des taux d'intérêt a placé certaines banques dans une position autrefois inconcevable : devoir de l'argent à leurs emprunteurs.

Au moins une banque espagnole, Bankinter SA, le septième plus gros créancier du pays en termes de valeur marchande, a récemment dû payer des intérêts à ses clients ayant contracté des prêts immobiliers auprès d'elle en déduisant cette somme du principal qu'ils lui doivent.

Les intérêts ont subi une chute brutale, parfois même jusqu'à devenir négatifs, depuis l'introduction l'année dernière par la Banque centrale européenne de mesures supposées relancer l'économie en zone euro, dont la réduction de ses propres taux de dépôt. En mars, la BCE a également lancé un programme de rachat d'obligations, ce qui a entraîné une chute des rendements de la dette de la zone euro dans l'espoir de stimuler les activités de prêt.

Dans certains pays comme l'Espagne, le Portugal et l'Italie, le taux d'intérêt de base utilisé pour de nombreux prêts, notamment les prêts immobiliers, et l'euro interbank offered rate, ou Euribor. Il est

basé sur le taux que les banques européennes doivent payer pour s'emprunter les unes aux autres.

La banque centrale du Portugal a récemment réfuté l'idée que les banques aient à payer des intérêts sur les prêts existants si Euribor tombait en-dessous de zéro. La banque centrale a en revanche précisé que les créanciers seront libres de prendre des « mesures de précaution » dans le cadre de leurs futurs contrats. Plus de 90% des 2,3 millions de prêts immobiliers actifs au Portugal ont des taux variables liés à Euribor.

En Espagne, un porte-parole de la banque centrale a dit étudier la question. En Italie, des banquiers ont déclaré attendre les instructions de leur association bancaire locale, parce que leurs contrats de prêt ne mentionnent pas l'éventualité de taux négatifs.

En Espagne, Bankinter a été forcée de déduire des intérêts du principal dû par certains clients, parce qu'un taux d'intérêt lié à la devise suisse est passé en-dessous de zéro.

Le directeur d'une autre banque espagnole a annoncé avoir mis en place ces quelques derniers mois un taux d'intérêt plancher pour des milliers de prêts commerciaux de court terme liés aux variations d'Euribor sur le court terme. Le taux Euribor sur deux mois est à -0,004%. Pour ce qui concerne les nouveaux prêts, la banque augmente les frais imposés à ses clients au-delà du taux Euribor.

Des centaines de milliers de prêts additionnels seraient affectés si le taux Euribor sur le court terme passait dans le rouge. Le taux sur six mois est actuellement de 0,078%.

Au Portugal, les taux d'intérêt sur une majorité des prêts sont liés à la moyenne mensuelle des taux Euribor sur trois et six mois. Les deux ont baissé à un rythme régulier et sont aujourd'hui juste au-dessus de zéro.

## **Des remboursements inconcevables**



## Payback

As the euro interbank offered rate, or Euribor, dips below zero, European banks could be forced to pay interest to customers. How it might work:

Client takes a mortgage loan, carrying an interest rate that is linked to Euribor plus a spread.



Euribor 1.0%  
Spread 0.3 pct. pt.  
Interest **1.3%**

If Euribor falls below zero, the interest rate will turn negative.

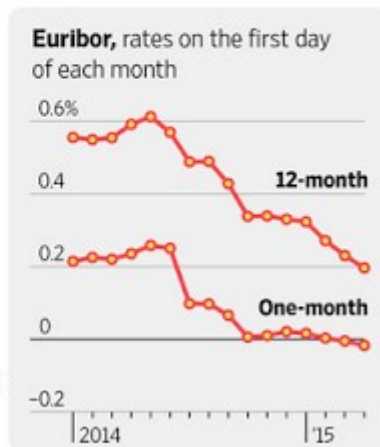
**<0%**

Euribor -0.4%  
Spread 0.3 pct. pt.  
Interest **-0.1%**



In that case, the bank could deduct the interest from the principal owed by the client.

Source: euribor-rates.eu (rates)



THE WALL STREET JOURNAL.

## Hedge funds : meilleurs résultats trimestriels depuis quatre ans !

29 avr 2015 | Eberhardt Unger | La Chronique Agora

▪ D'ores et déjà les statistiques des différentes banques centrales font apparaître le changement du comportement des investisseurs privés : s'éloigner des placements qui n'offrent plus aucun intérêt et se tourner vers des investissements toujours plus risqués. Actuellement, profitent de cette clientèle nouvelle les fonds spéciaux, les fonds indiciels et les *hedge funds*.

Leurs gestionnaires spéculent sur les marchés des obligations très risquées, sur les marchés émergents et sur les marchés de devises. Ils essaient d'améliorer leurs performances par le biais de produits dérivés, de contrats à terme et de ventes à découvert. On peut se demander si les épargnants savent toujours quels risques ils prennent. Ils semblent avoir oublié ou vouloir ignorer les conséquences de la dernière phase d'intérêt bas : à savoir le développement d'instruments financiers toujours de plus en plus aventureux, MBS, SIV, ABS etc.

*Les hedge funds ont publié les meilleurs résultats trimestriels depuis quatre ans*

Comme le note le Research Hedge Fund, les *hedge funds* ont publié les meilleurs résultats trimestriels depuis quatre ans par rapport à l'indice boursier américain

S&P 500.

Comment en sont-ils arrivés là alors que leurs performances sont plus que modestes depuis plusieurs années ?

D'abord, ils ont justement joué le dollar américain contre l'euro et le yen. L'orientation donnée par les banques centrales les a encouragés dans ce sens. Depuis plusieurs mois, les présidents des banques centrales n'ont cessé d'assurer au monde entier que l'économie américaine allait se renforcer et que les Etats-Unis allait débiter la normalisation de la structure des taux d'intérêt. En plus, en janvier, Mario Draghi a promis — et confirmé plusieurs fois par la suite — que chaque mois la BCE achètera pour 60 milliards d'euros minimum jusqu'en septembre 2016, voire plus longtemps si nécessaire. La Banque du Japon fait régulièrement le même type de promesses.

**Conclusion :** QE et NIRP (politique monétaire intérêts négatifs) aussi bien que l'orientation donnée par les banques centrales (guidance) poussent vers les investissements risqués et la spéculation sur les marchés.

Le risque de cette tendance sur les opérations sur titres est largement sous-estimé. Aujourd'hui encore, les conséquences négatives de la situation comparable de 2008 se font toujours sentir.

## [L'Autriche ne garantit plus les dépôts bancaires](#)

Publié par wikistrike.com sur 27 Avril 2015

*A l'heure actuelle, les dépôts des Autrichiens sont garantis par le gouvernement à hauteur de 100.000 euros - la première moitié de cette somme étant à couvrir par la banque en difficulté, et l'autre par l'État. Depuis juillet, en revanche, l'État sera exclu de ce processus de garantie, et un fonds d'assurance des dépôts sera mis en place et financé par les banques pour faire face aux difficultés potentielles.*



Ce fonds sera alimenté graduellement au cours de ces dix prochaines années pour atteindre 1,5 milliard de dollars. Dans l'éventualité où une faillite bancaire surviendrait au cours de ces dix prochaines années, le fonds aurait la possibilité d'emprunter à l'international, bien que selon *Die Presse*, le fournisseur de ce prêt éventuel et les termes y étant liés ne sont pas encore très clairs. **En revanche, même si ce fonds représentait un jour 1,5 milliard d'euros, il serait inadéquate face à un effondrement bancaire.**

1,5 milliard d'euros, ce n'est que 0,8% des dépôts en Autriche. Il n'y a que très peu de chances qu'une banque majeure soit couverte correctement, et dans l'éventualité de faillites de banques concurrentes, **une majorité des épargnants pourraient se retrouver sans le sou.**

*Die Presse* cite l'exemple de *Bank Corp.*, en Bulgarie. Lorsque cette banque s'est effondrée, elle disposait d'1,8 milliard d'euros de dépôts, mais le fonds d'assurance ne contenait qu'un milliard d'euros.

Pour ce qui est du côté positif, « les héritages, les transactions en biens immobiliers, les dots et les divorces seront protégés pour une durée de trois mois, pour une somme allant jusqu'à 500.000 euros » - *Die Presse*, Google Translate.

Le fait que la structure de base de cette législation ait été mise en place en Europe il y a deux ans et que la décision de l'Autriche entre en vigueur cet été en dit long. Le 27 juin 2013, le Ministre irlandais des finances, Michael Noonan, a déclaré que [les bail-ins étaient désormais la norme](#).

L'article de *Die Presse* suggère que les Autrichiens aient pu obtenir une dérogation ou une exemption face à la loi sur les plans de sauvetage mise en place en 2013. « Les bail-ins sont désormais la norme », comme l'a déclaré le Ministre irlandais des finances Michael Noonan en juin 2013. Noonan a alors qualifié la décision de ne plus considérer les dépôts bancaires comme sacrosaints de « révolutionnaire ». Il n'en est pas moins que les investisseurs et les déposants demeurent pour la plupart inconscients des risques présentés par un bail-in pour leurs dépôts personnels mais aussi pour le système financier et l'économie dans son ensemble.

A l'époque, les déposants qui disposaient de moins de 100.000 euros n'avaient aucune idée des risques encourus par leur épargne, alors même que l'Union européenne travaillait à abolir la responsabilité des États face à ces dépôts.

Le journal roumain *Bursa* soulève qu'il ne s'agit pas ici d'une expérience monétaire menée dans une nation périphérique de la zone euro. L'Autriche appartient au cœur de l'Europe.

**Ce qui se passe aujourd'hui en Autriche se passera dans le reste de l'Union européenne [et du monde : les autres pays dans le monde seront en très grande difficulté financière aussi lorsque surviendra le grand crash (pour ne pas dire le crash final)].** Il se pourrait que l'Autriche ait été chargée de prendre cette décision la première précisément parce qu'elle anticipe des faillites bancaires suite à l'effondrement de sa plus mauvaise banque, Heta.

De nombreuses banques autrichiennes sont aussi très exposées aux pays et aux marchés immobiliers de l'Europe de l'est. Les banques autrichiennes sont les plus exposées aux pertes potentielles issues des sanctions imposées à la Russie, selon Fitch et le FMI. Les créanciers français, suédois et italiens sont également vulnérables, a précisé le FMI.

L'épargne placée entre les mains du système bancaire insolvable n'est plus en sûreté. Où devrions-nous donc placer notre épargne ?

Comme l'explique *Deutsche Wirtschafts Nachrichten*, les déposants « devront observer en détails la situation de la banque auprès de laquelle ils décident de placer leur épargne. C'est une tâche extrêmement difficile, en raison de la complexité des rapports financiers et des interdépendances sur le système bancaire ».

Bien que l'Autriche puisse être la première à établir une telle législation, il n'est pas certain que les épargnants, notamment dans les nations périphériques, soient mis au courant du risque encouru par leurs dépôts.

Ce sont des événements de grande importance. Les épargnants ne peuvent

plus se reposer sur l'État pour protéger leurs dépôts. Voilà qui offre une bonne raison aux déposants d'allouer une partie de leur épargne à de l'or physique déposé hors du système bancaire et dans les régions les plus stables de notre planète.

## « L'idiotie de la baisse du chômage grâce aux départs en retraite revient encore une fois... ! »

Charles Sannat 29 avril 2015

Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Comme je l'ai souvent expliqué, j'ai un défaut. J'ai de la mémoire, beaucoup de mémoire, enfin pour les trucs qui me semblent dignes d'intérêt car si vous me demandez le nom des finalistes de la Star Ac 2, je risque de ne pas avoir les compétences pour vous répondre.

Cela fait donc des années que l'on nous explique que les départs massifs à la retraite de nos baby-boomers vont s'accompagner d'une création d'emploi tout aussi massive qui va produire tout plein de nouveau travail super bien payé et que même que du coup, on retrouverait le plein emploi mythique...

Mon premier souvenir de ce mythe c'est au lycée. Ma prof d'éco en classe de 1re nous expliquait déjà doctement la chance que notre génération allait avoir ! Pensez donc, tous ces postes qui allaient s'offrir à nous, aucun chômage et le plein emploi comme avenir radieux...

Sauf que ma génération fut la première à connaître au mieux les salaires stagnant, la pression des résultats, les changements de méthodes managériales, et bien évidemment le chômage de masse. D'ailleurs, la moitié de ma promotion d'école de commerce est partie en 1997 tenter l'aventure hors de France tant l'avenir était bouché à cette époque. Puis avec la bulle Internet des années 99 à 2000, les choses se sont améliorées mais pour très peu de temps.

### **L'emploi va profiter des départs massifs en retraite**

Chirac (Jacques), le dernier président d'un pays indépendant que l'on appelait la France et qui était encore capable de dire NON à nos grands gentils « zamis » les « Zaméricains », avait d'ailleurs expliqué au peuple de

France que les problèmes de chômage étaient bientôt derrière nous car... les baby-boomers retraite machin toussa.

Sauf que rien de tout cela ne s'est jamais produit et ne se produira jamais. Il n'y a là dans mes propos aucun pessimisme, bien au contraire. Il s'agit d'une froide objectivité.

J'ai toujours affirmé que la bataille de l'emploi était définitivement perdue, ce qui était le titre d'un de mes articles qui avait d'ailleurs été repris par nos amis belges de la RTBF en raison de plusieurs éléments qui rentrent en résonance.

Ceux qui veulent aller plus loin reliront cet article dont je vous donne le lien ci-dessous. Pour résumer, nous avons les délocalisations et les pays low-cost, nous avons les progrès technologiques liés à la robotique et à l'automatisation, et nous avons enfin, évidemment, les progrès de l'informatique. Nous sommes donc dans un monde où il peut y avoir augmentation des richesses mais pas augmentation du nombre d'emplois total pour la simple raison que nous avons atteint le stade où nous savons produire sans intervention humaine ou presque, ou en tout cas de moins en moins. Cela s'est d'ailleurs déjà produit il y a 60 ans dans un secteur économique qui employait 60 % de la population française... Jamais l'emploi n'y a été recréé !! JAMAIS !

### **L'agriculture préfigure le monde industriel de demain**

Comme je vous le disais, nous rentrons dans une phase où nous pouvons et savons produire quasiment sans intervention humaine et il s'agit de la même situation que celle que nous avons vécue dans l'agriculture qui occupait 60 % de la population active et qui a réussi, grâce à la mécanisation, non seulement à décupler les rendements et la production mais en n'employant plus que 2 % de la population.

D'ici 5 ans, nous saurons produire encore plus, sans emploi. Nous relocaliserons... sans emploi. Nous pouvons anticiper une vague de destruction d'emplois industriels sans précédent.

C'est particulièrement logique et d'ailleurs c'est l'essence même du sens du progrès technique qui, depuis la nuit des temps, vise à libérer l'homme de la nécessité de travailler pour vivre ou survivre.

C'est donc l'ensemble des paradigmes de l'économie, à commencer par la répartition des richesses via le travail, qu'il conviendra de revoir de fond en comble.

### **Le rapport France Stratégie Dares est l'expression de la pensée ligne Maginot !**

Ce nouveau rapport remis mardi au ministère du Travail par France Stratégie Dares « juge que « de nombreux postes seront à pourvoir en raison de l'arrivée en fin de vie active des générations du baby-boom » pour la période 2012-2022 ».

Comme toutes les fois précédentes, c'est totalement faux et ce sera aussi faux demain que cela l'a été hier ou avant-hier. D'ailleurs, un simple coup d'œil à la pyramide des âges de notre pays vous apprendra que les baby-boomers partent déjà à la retraite, là, maintenant, tout de suite et massivement. Tellement massivement d'ailleurs que les caisses de retraite n'arrivent même pas à suivre la cadence, ce qui provoque des mois de retard pour des jeunes retraités sans pension versée pendant presque 1 an !!

### **Les entreprises ont conservé leurs secrétaires sans travail depuis l'arrivée des e-mails et évidemment aucun de ces postes ne sera remplacé**

Non, la seule chose qui mérite notre attention dans ce rapport à la pensée « ligne Maginot » c'est que même dans le cas le plus optimiste, et Dieu sait que c'est optimiste, le chômage ne descendrait pas en dessous de 8 %. Cette hypothèse ne prend évidemment pas en compte le déploiement des nouvelles technologies robotiques comme par exemple les humanoïdes, désormais parfaitement au point en particulier pour toutes les tâches simples qui sont actuellement classées dans la rubrique service à la personne.

Disons que cette étude arrive à la conclusion géniale que même avec une croissance de presque 2 % par an, jamais nous ne reviendrons au plein emploi, et encore sans que cette étude ne prenne en compte les progrès techniques... Comme quoi... cela laisse de la marge pour les mauvaises surprises !!

Il est déjà trop tard, préparez-vous.



## Total annonce une baisse de ses résultats au 1er trimestre 2015

Une baisse de 20 % pour un monstre comme Total c'est évidemment un « effondrement ». Je vous laisse imaginer la situation pour les petites compagnies d'extraction de gaz de schiste aux USA ou au Canada financées par 5 400 milliards de dollars de crédits qui ont été titrisés...

Nous dansons sur un volcan 5 fois plus gros que ne le fut celui des subprimes en 2007... [qui ne fut qu'un événement financier de 1100 milliards de dollars dont nous subissons encore les conséquences en 2015]

*Charles SANNAT*

PARIS, 28 avril (Xinhua) – Total a publié mardi par communiqué ses résultats pour le 1er trimestre et son bénéfice net chute de 20 % notamment à cause de la baisse du cours du pétrole. Le résultat opérationnel net ajusté des secteurs s'élève à 2,78 milliards de dollars au 1er trimestre 2015 soit une baisse de 25 % par rapport à la même période en 2014.

Le résultat net ajusté du groupe est de 2,602 milliards de dollars au 1er trimestre 2015 contre 3,327 milliards de dollars l'an passé, soit une baisse de 22 % que Total attribue notamment à « la dégradation des conditions de sécurité en Libye et au Yémen ». En effet, le groupe explique avoir stoppé sa production en février 2015 sur les champs onshore libyens et en avril 2015 au Yémen.

Cette baisse de résultats est compensée par une production en hausse ainsi que les bonnes performances de son secteur raffinage-chimie.

En effet, la production d'hydrocarbures du pétrolier français s'élève à 2 395 milliers de barils équivalent pétrole par jour (kbep/j) au 1er trimestre 2015, soit une hausse de 10 % par rapport à la même période en 2014. Cette augmentation s'explique notamment par la croissance de production des nouveaux projets de Total dont CLOV, Eldfisk II, Ofon phase 2 et West Franklin phase 2, mais aussi par la nouvelle concession ADCO aux Émirats arabes unis et à la baisse des prix.

Dans sa branche raffinage-chimie, les volumes raffinés au 1er trimestre 2015 augmentent de 14 % par rapport à 2013 grâce notamment « à un niveau de maintenance plus faible en France » au premier trimestre 2015 ainsi qu'au



démarrage de la gigantesque plate-forme SATORP en Arabie saoudite, à pleine capacité depuis août 2014. Le résultat opérationnel net ajusté du secteur raffinage-chimie s'élève quant à lui à 1,1 milliard de dollars au premier trimestre 2015, « un niveau trois fois plus élevé qu'au premier trimestre 2014 », précise Total.

Les ventes de produits pétroliers ont augmenté de 10 % au 1er trimestre 2015 par rapport à l'an passé, grâce à de conditions climatiques favorables, du repositionnement du groupe en Europe et du développement dans les zones de croissance telles que l'Égypte. Le résultat opérationnel net de la branche marketing & services du pétrolier est également en hausse de 23 % par rapport au 1er trimestre 2014, bénéficiant de la hausse des ventes de produits de chauffage qui avaient été fortement impactées l'an dernier en raison d'un hiver particulièrement doux, indique le groupe.

Concernant les cessions du groupe, elles s'élèvent à 2,739 milliards de dollars au 1er trimestre 2015, avec les ventes de sa filiale dans la fabrication d'adhésifs Bostik, des intérêts de Total au Nigeria et des droits de transports dans le pipeline Ocesa en Colombie.

Les acquisitions du groupe atteignent 2,495 milliards de dollars, grâce notamment à la concession ADCO aux Émirats arabes unis, au portage d'investissements dans les gisements de gaz à condensats de l'Utica aux États-Unis et au renouvellement de licences au Nigeria.

Dans un contexte marqué par la chute du prix du pétrole, Total déclare vouloir poursuivre « la mise en œuvre d'un ambitieux plan d'ajustement qui inclut la mise en production de ses projets Amont, des réductions d'investissements, des baisses de coûts significatives, qui portent déjà leurs premiers fruits, ainsi que l'accélération de son programme de cessions ».

### **GB : la croissance ralentit fortement à 0,3 % au 1er trimestre**

Ha... le miracle anglais tant vanté grâce aux « refôôôôrmmeus » du marché du travail.

Ha... La croissance anglaise...

Ha... la misère anglaise aussi...

Mais surtout la reprîîîîse anglaise... Eh bien il semblerait que tout cela patine un peu finalement.

Cette dépêche de l'AFP vous apprend que « la croissance du produit intérieur brut (PIB) du Royaume-Uni a fortement ralenti à 0,3 % au premier trimestre après 0,6 % au quatrième trimestre de 2014, selon une première estimation de l'Office des statistiques nationales (ONS) publiée mardi juste avant les élections ».

Évidemment, ce « chiffre est bien inférieur aux prévisions des économistes, qui attendaient un ralentissement à 0,5 % selon un consensus établi par Bloomberg, et représente un coup dur pour le gouvernement du Premier ministre conservateur David Cameron à l'approche des élections législatives du 7 mai, qui s'annoncent très serrées ».

Le problème c'est que si tout le monde est à chaque fois surpris, nous les contrariens... on s'y attendait. Il faut dire que nous sommes à la fois dotés d'une boule de cristal et d'une intelligence supérieure... Ha non, on me glisse dans l'oreille qu'on sait juste lire, qu'on ne se ment pas... et que l'on est juste tout plein de bon gros bon sens à l'ancienne....

*Charles SANNAT*

[Source Romandie ici](#)

### **Encore 19 milliards de livres à payer en 2015-2016 pour les grandes banques britanniques, prévoit S&P**

Oui les banques ont été mises à l'amende mais la triste réalité c'est que ces pénalités ne sont à la hauteur ni des profits enregistrés par les banques, ni des pertes que ces mêmes banques ont réussi à faire prendre en charge par la collectivité.

*Charles SANNAT*

LONDRES, 27 avril (Xinhua) – Les quatre plus grandes banques britanniques – Barclays, HSBC, Lloyds et Royal Bank of Scotland – vont devoir verser 19 milliards de livres (29 milliards de dollars) supplémentaires d'amendes pour conduite fautive, a indiqué lundi l'agence d'évaluation financière Standard & Poor's (S&P).

Au cours de la période de cinq ans allant de 2009 à 2014, les groupes bancaires britanniques ont déjà dû s'acquitter de 42 milliards de livres au titre de leur mauvaise conduite et du règlement des litiges, ce qui équivaut à environ 7,5 % de leurs revenus sur la période, ont noté les services

d'évaluation de S&P dans leur rapport.

L'agence S&P indique que selon ses prévisions, ces banques vont devoir faire face en 2015 et 2016 à des frais supplémentaires, pour un total de 19 milliards de livres, pour les mêmes raisons. L'agence précise toutefois qu'il ne s'agit pas d'une estimation précise.

En incluant d'autres banques, telles que la Nationwide Building Society et la Yorkshire Building Society, le coût total des scandales qui ont frappé 13 groupes bancaires britanniques au cours des cinq années passées s'élève à 48 milliards de livres.

## 'Le Trésor grec s'en prend aux comptes bancaires'

PAR AUDREY DUPERRON · 27 AVR. 2015 Express.be



ARIS MESSINIS / AFP

Après avoir réquisitionné la trésorerie des gouvernements locaux et des entreprises publiques la semaine dernière, le gouvernement grec du Premier ministre Alexis Tsipras semble avoir demandé aux percepteurs du pays de saisir les comptes des personnes endettées à l'égard du fisc, rapporte le journal grec Kathimerini. Ce dernier indique qu'il ne dispose pas de chiffres concernant cette mesure, mais qu'un citoyen grec qui était endetté à hauteur de 200 euros à l'égard de la trésorerie grecque a vu son compte bloqué jusqu'à ce qu'il s'en acquitte.

Le journal rapporte également le cas d'un individu qui était endetté à hauteur de 24.000 euros vis-à-vis de l'Etat, et qui a été menacé par un huissier de justice jusqu'à ce qu'il règle la somme due au fisc. Selon le journal, cette mesure intervient alors que le gouvernement rencontre des difficultés à recouvrer les dettes liées aux impôts de citoyens fortunés.

Entretiens, les négociations en vue de trouver un éventuel accord entre la Grèce et l'Union européenne piétinent. D'après Manfred Weber, un allié politique d'Angela Merkel, qui est également président du Parti populaire européen (PPE), le plus grand groupe politique au Parlement européen, un « Grexit » est de plus en plus probable. « Aujourd'hui, toute la zone euro est contre la Grèce », dit-il dans le journal The Times.

Les ministres des Finances de la zone euro reprochent son amateurisme à leur collègue grec Yanis Varoufakis et l'accusent également de « mettre en jeu l'avenir de son pays ». Il serait de plus en plus isolé après la réunion des ministres des Finances de la zone euro qui s'est tenue la semaine dernière dans la capitale lettone de Riga. Au cours de cette réunion, les différences de la nouvelle liste de réformes présentée par le gouvernement grec ont été à peine abordées. « Tous les ministres lui ont dit :+on ne peut pas continuer ainsi+ », a dit Luis de Guindos, le ministre des Finances espagnol. Après la réunion, des officiels ont appelé le Premier Tsipras pour contourner Varoufakis, et les rumeurs concernant son remplacement imminent ont refait surface.

Sur son fil Twitter, Varoufakis se montre combatif et il évoque une citation de Franklin D. Roosevelt pour comparer sa situation avec celle que l'ancien président des Etats-Unis avait commentée au moment où il avait imposé le New Deal :

Le ministre autrichien des Finances, Hans Jörg Schelling, a averti qu'un « Grexit » éjecterait la Grèce non seulement hors de la zone euro, mais aussi de l'UE.

<http://www.express.be/business/fr/economy/le-tresor-grec-sen-prend-aux-comptes-bancaires/213001.htm>

## **La bombe à retardement des taux directeurs à 0%**

par [alain-desert](#) mardi 28 avril 2015 Agoravox

Cet article propose de fournir quelques explications sur les effets pervers des taux d'intérêts très bas, issus d'une logique dogmatique d'une banque centrale européenne qui a décidé de fixer et maintenir des taux directeurs à

0% très longtemps. L'argent gratuit est à la fois une aberration et un danger majeur pour la stabilité de nos systèmes économiques.



### **Aberration car l'argent gratuit est une bombe à retardement**

J''avais déjà expliqué dans de précédents articles ([\*L'étai des marchés et les taux à zéro des banques centrales\*](#) ; [\*Les jeux dangereux de la BCE. L'argent et le temps valent zéro à ses yeux\*](#)) que le coût de l'argent aujourd'hui proche de zéro, voire à zéro pour les états emprunteurs, était une aberration, et que paradoxalement, quand bien même cette ressource soit illimitée, elle devrait avoir un prix, un vrai prix, premièrement parce qu'une ressource gratuite entraîne des abus d'usage et deuxièmement pour nous épargner les désillusions futures (*inflation, perte de confiance en la monnaie, baisse du pouvoir d'achat, baisse du rendement de l'épargne*).

*Pour que cette analyse constitue un tout, j'ai repris quelques idées fondamentales des articles cités.*

Je le dis souvent, car c'est essentiel pour comprendre les dynamiques qui opèrent aujourd'hui, notamment les phénomènes de bulles : aucune ressource ne peut être gratuite très longtemps sans entraîner des effets pervers souvent redoutables à moyen ou long terme. En positionnant des taux directeurs à zéro, la BCE rend la ressource quasi gratuite, une véritable aubaine pour les établissements bancaires et les états qui peuvent aujourd'hui emprunter à 0% sur du court ou moyen terme. Si on prend en compte le fait qu'il y a encore un peu d'inflation en France, l'état Français gagne désormais de l'argent en empruntant (*il en gagne déjà sur certains emprunts à taux négatifs*). Comme on dit, on marche sur la tête !

---

*Le principe de gratuité occasionne toujours des effets pervers et dévastateurs :*

- *Si demain la viande est gratuite (subventionnée par l'état, car en fait rien n'est réellement gratuit !), les français qui adorent la viande vont s'empiffrer de steaks à tous les repas. Bonjour les dégâts sur la santé, la prolifération des élevages industriels, et autres effets indésirables.*
- *Si demain l'essence est gratuite (toujours subventionnée par l'état), les automobilistes vont rouler davantage. Bonjour la pollution, le bruit, l'épuisement des ressources pétrolières, les embouteillages, le stress au volant, les retards, etc ....*
- *Si demain les croissants sont gratuits (imaginons une directive gouvernementale en ce sens), les français vont se précipiter le matin chez leur boulanger favori. Bonjour les maladies cardio-vasculaires, l'épidémie d'obésité.*

C'est la même chose pour l'argent. Les dégâts peuvent être considérables.

---

### **Aberration comptable**

Chacun d'entre nous qui prend rendez-vous avec son banquier pour solliciter un prêt n'est pas surpris que celui-ci nous facture une contrepartie qu'on appelle taux d'intérêt qui entres autres facteurs correspond principalement à la rémunération du risque (auquel s'ajoute bien sûr la rémunération de la banque). Aujourd'hui l'état français peut emprunter sur le court et moyen terme à 0%. En théorie, un taux à zéro laisse penser qu'on peut emprunter une somme infinie sans payer le moindre centime d'euro d'intérêt. Certes, l'infini n'ayant pas vraiment de sens en économie, on peut cependant imaginer que si les taux restent durablement bas, proches de zéro, l'état pourrait renouveler complètement son stock de dettes en quelques années à un coût négligeable. Vous imaginez un état avec un amas de dettes de plus de 2000 milliards d'euros, et une charge de la dette (les intérêts à payer) s'approchant de zéro ? Le rêve ! La dette ne nous coûte plus rien (un gain de plus de 40 milliards d'euros par an) ... le rêve je vous dis. Il n'y aurait plus aucun souci non plus pour fabriquer les lois de programmation des finances publiques, puisque le financement des déficits devient gratuit. Déficit à 4%, 6%, 10%, c'est pareil, le coût est égal à zéro. L'état pourrait distribuer de l'argent gratuitement, sans se faire tordre les oreilles par Bruxelles ! Pourquoi

n'y a-t-on pas pensé plus tôt ? La politique ne pouvant se résumer à la bonne gestion des contradictions, espérons que son champ de compétences s'étende jusqu'à la bonne gestion des aberrations.

### **Aberration par l'entretien du laxisme d'état**

La France doit impérativement entreprendre des réformes, les vraies, celles qui s'attaquent aux structures vieillissantes incompatibles avec un monde moderne, paralysant le système économique, entretenant les injustices sociales face aux revenus, à la protection de l'emploi, aux pensions de retraite, etc., contrariant le retour à des équilibres budgétaires indispensables pour assurer le futur, et non pas faire passer des réformettes ou des ajustements techniques pour des réformes structurelles. Mr Draghi a donné du temps, un luxe limité qui se raréfie quand les phénomènes s'accélèrent ; aux états de mettre à profit ce temps. Malheureusement, les taux à zéro vont contrarier les quelques velléités gouvernementales qui semblent déjà lointaines. A quoi bon faire des efforts quand ce sont les autres qui les font ? Pourquoi réduire le déficit quand celui-ci ne coûte plus rien ? Le « court-termisme » l'a définitivement emporté !

### **Aberration face aux principes d'optimisation des systèmes**

On peut remarquer que presque tous les systèmes ou appareils dont le comportement est influencé par un système de paramétrage trouvent rarement leur optimum lorsque les variables sont réglées sur des valeurs extrêmes. Pour être plus précis, les courbes exprimant l'efficacité d'un paramétrage sont très souvent en forme de cloche ou de U. Même en considérant qu'un réglage paramétrique voit son optimum évoluer en fonction du contexte, le positionnement des taux d'intérêts à un niveau zéro ou proche de zéro, donc à l'extrémité de la courbe d'efficacité a peu de chances de constituer un optimum. Mais j'admets qu'une démonstration qui en apporterait la preuve est assez difficile.

---

#### Quelques exemples :

- *Si le volume d'une chaîne HIFI est trop bas, on n'entend pas les graves, et s'il est trop haut on perçoit des parasites.*
- *Si on fait tourner le moteur d'une voiture à bas régime, il broute et le couple moteur est faible, à très haut régime, il consomme beaucoup, il*

*chauffe ou il casse.*

- *Si on prend un médicament à très faible dose, il est inefficace, à trop forte dose on risque de graves effets secondaires.*
- *Si la pression fiscale est faible, les recettes sont faibles ; si elle est trop forte les recettes diminuent par rapport à un niveau optimum du fait d'un ralentissement de l'activité économique (courbe de Laffer).*
- *Si une aide de l'état est trop faible elle n'atteint pas son objectif, si elle est trop élevée elle crée un déséquilibre entre bénéficiaires et non bénéficiaires*
- *Etc... les exemples sont nombreux.*

---

A l'image du son de la chaîne HIFI, on peut se demander si le bouton de réglage des taux directeurs manœuvré par la BCE ne provoque pas quelques parasites ou brouillages dans notre économie.

Ma démonstration peut paraître à première vue aberrante, paradoxale, tellement il est évident que les taux bas favorisent les états emprunteurs, les entreprises et les particuliers qui investissent. Mais comme je l'ai souvent expliqué, il s'opère aujourd'hui une déconnexion entre la réalité économique, la prise de risque et le niveau des prix des actifs, y compris le prix de l'argent. On est durablement installé dans un GRAND MENSONGE puisque les banques centrales, avec leur politique non conventionnelle, ont tordu cette vérité des prix, en l'occurrence les taux de change, les taux court terme, les taux long terme. Nous sommes actuellement en train de vivre une phase unique dans l'histoire de l'humanité. Jamais dans l'Histoire, les économies ont connu un interventionnisme de cette ampleur et de cette nature. Les politiques dites « non conventionnelles » sont qualifiées ainsi, justement parce qu'elles sont exécutées en dehors d'un cadre classique, en dehors d'une démarche logique et raisonnable de régulation. On a basculé comme avec certains sports dans un système de dopage massif, où les marchés ont accès à de l'argent facile et gratuit. Actuellement les bourses européennes sont à nouveau dans une phase d'euphorie, dopée par les perspectives du QE et ses rachats de dettes. L'euphorie d'aujourd'hui, c'est le krach de demain, une nouvelle crise financière, une nouvelle récession, peut-être plus grave encore que la crise de 2008/2009, avec des banques centrales qui seront alors dépourvues de toutes munitions, les ayant toutes utilisées (*taux zéro, accès*



*facile aux liquidités, rachats massifs d'actifs, QE, baisse de l'euro).*

Il faut analyser les choses globalement et pas uniquement sous des angles qui arrangent les économistes ou les politiciens. Pour maintenir l'équilibre des marchés, pour éviter les bulles spéculatives dévastatrices, assurer la rémunération correcte de l'argent, maintenir le pouvoir d'achat de ceux qui font fructifier un capital pour améliorer leurs revenus et assurer leur retraite (*complément par capitalisation*), stopper les fuites en avant, les taux ne devraient pas être maintenus aussi bas, aussi longtemps. L'efficacité de telles mesures reste à mon avis à démontrer, tout en craignant fort qu'elle reste indémontrable.

### **Aberration pour les épargnants qui sont spoliés**

Les politiques dites non conventionnelles des banques centrales sont déployées nous dit-on pour apporter des liquidités au système bancaire et reconstituer leurs capacités à offrir du crédit (ce fût déjà le cas avec les LTRO) tout en faisant baisser les taux. Mais le problème est que ces politiques constituent des instruments de spoliation des épargnants, en général réticents aux risques, se réfugiant dans des produits comme l'assurance-vie ou le bon vieux livret A, de moins en moins rémunérés au profit d'investisseurs avertis, très inspirés dans un monde de « surliquidités ». En détruisant la relation normale entre risque et rémunération, particulièrement évident pour les dettes souveraines, ces politiques contribueront une nouvelle fois, comme aux Etats-Unis, à la formation de nouvelles bulles qui ne demanderont qu'à éclater.

En attendant, vos placements vous rapporteront de moins en moins, victimes des taux à zéro, de l'argent gratuit, de la manipulation des prix, et peut-être demain de l'inflation retrouvée. Mais en affaiblissant le prix de l'argent, ne contribue-t-elle pas à des anticipations contraires à ce qu'elle recherche, par exemple une moindre consommation au profit d'un accroissement de l'épargne (financière et immobilière) en vue de consolider une retraite perçue depuis longtemps comme incertaine, et plus incertaine encore demain si les taux restent durablement à des niveaux historiquement bas. Mais en économie, tout est possible, le contraire peut aussi opérer, les consommateurs s'empressant de consommer en voyant leur argent se dévaluer tout en n'étant plus rémunéré.

### **Conclusion**

Certains politiciens à horizon de pensée rétréci pensent beaucoup de bien des taux à zéro. L'état peut ainsi emprunter gratuitement et la dette s'envoler toujours plus haut dans une cavalerie perpétuelle. Eh oui, l'argent est quasi gratuit, profitons-en ! Nous avons gagné du temps, beaucoup de temps, tout du moins sur la problématique de l'endettement, aidée par une BCE qui rachète les dettes des états, lançant ainsi une vaste opération de monétisation aux conséquences inconnues. L'excès de liquidités favorisé par les taux à zéro, peut s'apparenter à un épisode naturel de fortes pluies provoquant de conséquentes inondations. Si les dégâts sont généralement couverts par les assurances, il n'en est pas de même de nos inconséquences budgétaires et monétaires. Alors, pourquoi mépriser autant le futur pour satisfaire nos envies du présent ?

## [La Norvège broie de l'or noir](#)

[Anne-Françoise HIVERT Envoyée spéciale à Oslo 24 avril 2015 Libération.fr](#)

**ENQUÊTE** Appuyée sur un fonds souverain solide, l'économie scandinave doit se réinventer pour se maintenir malgré la chute des cours du pétrole. Lorsque les cours de l'or noir ont commencé à s'effondrer cet été, le syndicat norvégien des ouvriers du secteur de l'énergie a pronostiqué la suppression de 20 000 emplois. Depuis, la moitié a déjà disparu. Mais la patronne de l'organisation basée à Stavanger, sur la côte ouest du royaume, constate que ces prévisions étaient encore trop optimistes. *«Nous sommes vraiment inquiets, avoue Hilde-Marit Rysst. Rien n'indique une reprise de l'activité pour le moment, aucun gros contrat n'a été annoncé.»* Selon les dernières estimations, jusqu'à 40 000 postes pourraient être menacés, dans un secteur qui emploie 250 000 personnes. Pour la pétromonarchie scandinave, septième exportateur mondial de pétrole et troisième exportateur de gaz, le réveil est brutal. Début mars, le géant Statoil, contrôlé à 70% par l'Etat, a annoncé le report de deux gros projets en mer de Barents et en mer du Nord. Explication : la rentabilité de l'exploitation de ces gisements difficiles d'accès n'est plus assurée en raison du faible cours du pétrole. Le groupe, qui emploie 19 000 personnes, a déjà réduit de 8% sa main-d'œuvre en 2014, ses profits ayant fondu l'an dernier de moitié, à 21,9 milliards de couronnes (2,5 milliards d'euros). Et selon le quotidien économique *Dagens Næringsliv*, Statoil pourrait annoncer, début mai, la suppression de 2 400 emplois

supplémentaires, soit près de 11% de ses effectifs. Au total, la Norvège table cette année sur une baisse de 15,5% de ses investissements dans les hydrocarbures. Combinée à la diminution des réserves, l'effondrement des prix du brut force le pays de 5 millions d'habitants, déjà assez avancé dans sa transition énergétique, à réfléchir à son avenir.

«**Maturité**». Au ministère des Finances à Oslo, on assure que la baisse de la demande était anticipée : *«Le pic de production a été atteint en 2004. Aujourd'hui, nous sommes un producteur qui entre dans la maturité, rappelle le secrétaire d'Etat Paal Bjornestad, membre du Parti du progrès (droite populiste). L'industrie pétrolière va rester une source majeure de revenus et d'investissements. Mais nous devons entamer une transition, afin de compenser son déclin.»* La situation du riche royaume norvégien est loin d'être dramatique. *«Nous estimons la valeur de nos réserves à 4 000 milliards de dollars [3,6 milliards d'euros, ndlr] en mer du Nord à 70 dollars le baril»*, note Paal Bjornestad. Et la croissance du pays devrait tout de même dépasser 1% cette année, avec un taux de chômage qui reste en dessous de 4%. Beaucoup d'ouvriers étrangers, embauchés dans l'industrie pétrolière sont rentrés chez eux et les ingénieurs licenciés ont rapidement retrouvé un emploi dans le secteur public, qui avait du mal à recruter en raison des hauts salaires dans le privé. La Norvège, cependant, doit réagir. *«Etant donné nos ressources, nous aurions pu mieux faire, constate l'économiste Hilde Bjornland. Mais il est toujours difficile d'entreprendre des réformes quand les choses vont bien.»* C'est pourtant ce qu'a fait le Qatar ces dernières années, en investissant tous azimuts à l'étranger et en misant sur le tourisme de luxe. Bjornland pointe la chute de la productivité et la progression rapide des salaires - en moyenne supérieurs de 35% à ceux du voisin suédois ! - qui menacent la compétitivité. *«Nous devons encourager la création d'entreprises, en rendant les investissements attractifs, si nous souhaitons réduire notre dépendance à l'égard du pétrole et du gaz.»*

**Panier.** Le gouvernement conservateur a déjà présenté une série de réformes fiscales, dont la baisse de l'impôt sur les bénéfices des entreprises. Le maître mot, selon le secrétaire d'Etat Paal Bjornestad, est l'efficacité : *«La Norvège arrive en deuxième place pour les dépenses par élève de 6 à 15 ans dans l'OCDE, alors que les résultats scolaires atteignent à peine la moyenne. Nous dépensons le double de la Suède pour réparer nos routes, qui sont toujours en moins bon état. Et il faut compter entre dix et quinze ans pour*

*obtenir un permis de construire.»*

Le royaume dispose d'un atout de taille : son puissant fonds souverain, le premier au monde. La Norvège y a investi les revenus de la manne pétrolière depuis 1996, et il pèse aujourd'hui 805 milliards d'euros. Le gouvernement, qui n'est autorisé à y puiser que la valeur de ses rendements annuels, soit 4%, pour financer son déficit public, a de quoi voir venir. Mais à 60 dollars le baril de brut, «*le fonds pourrait avoir atteint son pic*», estime le gouverneur de la banque centrale.

Pour l'unique député vert au Parlement, Rasmus Hansson, la fin annoncée du mirage pétrolier ne pouvait pas mieux tomber : «*Si nous voulons limiter le réchauffement climatique, nous devons laisser certaines réserves de gaz et de pétrole non exploitées. [Ah oui??? Et il sera remplacé par quoi ce pétrole inexploité? Aurait-on inventer les avions et les autos qui fonctionnent à l'eau de mer? Le plastique à base de sable? Ah ces politiciens démagogues... La civilisation industrielle ne peut pas se passer de pétrole. Point à la ligne.] La chute des cours est un signal fort. Elle montre qu'il est de plus en plus risqué de placer tous ses œufs dans le panier pétrolier.*»

## **Les actions Twitter se sont effondrées... Et ce génie de l'Internet de 24 ans explique que d'autres entreprises de technologie vont suivre**

par Audrey Duperron · 29 avr. 2015 [Express.be](#)

Mardi, l'action Twitter a perdu plus de 18% de sa valeur sur les marchés financiers après la publication prématurée par inadvertance des résultats trimestriels décevants de la firme, très en deçà des attentes. Cette information avait été prestement retirée, mais elle avait déjà circulé sur le réseau social éponyme... La part a connu la seconde pire journée de son histoire, et peu après la publication des résultats, elle avait même chuté de 26%.



Le chiffre d'affaires n'a atteint « que » 436 millions de dollars, alors qu'on s'attendait à 456 millions de dollars. En outre, la société a baissé ses prévisions de chiffre d'affaires pour l'année entière, et désormais, elle ne s'attend plus qu'à atteindre 2,17 à 2,27 milliards de dollars de revenus, alors qu'il y a trois mois, elle avait anticipé des ventes de l'ordre de 2,30 à 2,35 milliards de dollars pour 2015.

Twitter n'a pas réussi à maintenir la progression du nombre de ses utilisateurs actifs mensuels (+ 18%, alors qu'elle avait été de 20% au cours du trimestre précédent). Elle accuse encore des pertes de 162 millions de dollars (l'année dernière, les pertes s'étaient montées à 132 millions de dollars).

De plus en plus de personnes commencent à remettre en question la valorisation d'une série d'entreprises de l'Internet. Evan Spiegel en est un exemple. Ce génie de l'Internet de 24 ans est le CEO de [Snapchat, une société qui n'a jamais réalisé un seul bénéfice, mais qui est évaluée à 10 milliards de dollars](#). Spiegel est devenu mondialement célèbre [lorsqu'il a refusé une offre de rachat de 3 milliards de dollars de Facebook en novembre 2013](#). En décembre, il avait formulé une analyse limpide de l'évaluation des stocks de technologie:

« Lorsque le marché des valeurs technologiques va se refroidir, la capitalisation boursière de Facebook sur le marché va s'effondrer, le capital deviendra inaccessible pour les entreprises qui n'auront pas fait leurs preuves et l'argent dépensé sur la publicité sur les nouveaux utilisateurs diminuera rapidement, se cumulant avec les autres problèmes de Facebook, et faisant

chuter encore davantage le cours. (...) Les dépenses en publicité totales sur internet ne peuvent pas justifier ces valorisations boursières exagérées des produits de média sociaux qui dépendent de la publicité pour leur chiffre d'affaires. (...)

La Fed (la banque centrale américaine) a créé des conditions de marché anormales en imprimant de l'argent et en maintenant des taux d'intérêt bas. Les investisseurs recherchent la croissance partout où ils peuvent la trouver et les entreprises technologiques sont une cible évidente - mais étant donné les valorisations actuelles, toutes les actions des sociétés de technologie sont coûteuses - même si vous regardez leur potentiel de chiffre d'affaires à 5 ans. Cela signifie que les investisseurs qui sont les plus à la recherche de valeur ont quitté le marché de la technologie et que la hausse du marché de 5 à 10% qui perdure est induite par les chasseurs de croissance ('Momentum investors'). À un moment donné, il n'y aura plus d'investisseurs de ce type pour acheter les actions à des cours plus élevés, et le marché commencera à s'effondrer. Nous assisterons peut-être à une correction de 10 à 20%, voire plus, en particulier dans les valeurs technologiques ».

## [La domination des Etats-Unis sur le monde](#)



[Michael S. Rozeff](#)  
[Lew Rockwell](#)

Publié le 29 avril 2015

Les politiques étrangères scandaleuses des Etats-Unis se traduisent entre autres par les massacres initiés au Vietnam, au Laos, au Cambodge et à ceux auxquels nous avons pu assister pendant la guerre du Golfe. Les sanctions imposées à l'Irak et la guerre déclarée en 2003 par les Etats-Unis ont été responsables de toujours plus de massacres. Avec l'aide de l'OTAN, les Etats-Unis ont bombardé la Yougoslavie et la Lybie. Plus récemment encore, les Etats-Unis ont apporté leur soutien aux massacres menés par d'autres gouvernements en leur fournissant des documents classifiés, des armes, des programmes d'entraînement, des bombes et des services de soutien militaires. Lors des attaques menées contre Gaza, les Etats-Unis se sont fermement alliés à Israël. A l'heure actuelle, ils apportent un soutien essentiel aux attaques de l'Arabie Saoudite contre le Yémen. Les Etats-Unis ont également divisé et soutenu l'Ukraine dans le cadre de ses attaques contre Donbass.

L'immoralité du rôle des Etats-Unis est rendue évidente par le fait qu'aucune de ces guerres n'ait été ou ne soit un conflit défensif. Aucune d'entre elles n'implique la possibilité d'attaques portées contre les Etats-Unis par leurs ennemis supposés.

L'irrationalité du rôle joué par les Etats-Unis dans le cadre de ces massacres sous la doctrine Wolfowitz est elle-aussi évidente. Tous ont visé au maintien de la dominance régionale des Etats-Unis à travers le monde. C'est une politique qui ne va évidemment pas de pair avec la protection des Etats-Unis, simplement parce qu'elle n'a ni critère de bénéfice ni critère de coût. Les marchés de la sécurité des ennemis étrangers sont inexistants, ayant depuis longtemps été court-circuités par la monopolisation de la guerre et des politiques étrangères par le gouvernement. L'absence d'un tel critère fait que les législateurs n'ont aucun moyen de façonner les interventions nécessaires à leur sécurité nationale. Ils ne disposent pas des réponses aux questions que tout le monde se pose : où, qui, quand, et combien. Ils ne peuvent prévoir aucune conséquence. Le gouvernement n'est pas non plus en mesure de répondre à ces questions de manière rationnelle, ce qui est dû en partie à la compétition interne pour les profits et le pouvoir que font naître ses actions. Ajoutons également que, parce que le gouvernement est en mesure de financer ses interventions en absorbant les ressources de la société (des Américains) par le biais des taxes, et parce que les fonctionnaires du gouvernement n'ont jamais été tenus responsables des massacres dont ils sont responsables, ces deux facteurs contribuent aussi aux décisions irrationnelles qui sont prises.

En conséquence, en maintenant son objectif de dominance mondiale tout en disposant des ressources nécessaires à la réalisation de ce rêve et se pliant à la corruption en termes d'exécution de telles interventions, le gouvernement des Etats-Unis a été responsable d'une folie immorale et d'un massacre après l'autre.

Je devrais ajouter ici que ceux qui ont été massacrés, ou ceux qui s'opposent à ces massacres ou aux politiques des Etats-Unis en général, ont été incapables, avec la seule exception des attaques terroristes, d'user de représailles contre les Etats-Unis. Les Etats-Unis choisissent de massacrer les peuples les plus faibles, ce qui ne fait que prouver qu'ils ne représentent en rien une menace pour leur pays. Les récentes actions des Etats-Unis contre un



ennemi capable de riposte nucléaire, la Russie, présentent un degré d'irrationalité bien plus élevé sous la doctrine Wolfowitz que tout ce que nous avons pu voir jusqu'à présent.

J'aimerais également ajouter que lorsqu'il en vient à bombarder les peuples qui n'ont aucune influence sur les politiques américaines, c'est souvent l'inverse qui se produit. Les assassins étrangers comme domestiques possèdent une influence que n'ont pas les Américains ordinaires. C'est particulièrement le cas pour Israël, dont l'influence sur les politiques américaines est notable. C'est aussi le cas de l'Arabie Saoudite, qui dispose de réserves de pétrole que le gouvernement américain cherche à sécuriser pour répondre aux besoins de son secteur militaire. Des blocs ethniques et nationaux ont gagné de l'influence sur le Congrès (ainsi qu'au Canada), grâce au recours à des flux monétaires pour faire plier les groupes de vote. Le système politique démocratique et républicain, avec le pouvoir qu'il confère aux gouvernements nationaux, mène à des fins très éloignées de ce que voudraient une majorité d'électeurs, si tant est que ces derniers soient bien informés, ce qu'ils ne sont malheureusement pas. La désinformation est un facteur dominant de ce système dysfonctionnel.

Les pires ramifications de l'Etat ont pu être aperçues au travers des politiques étrangères. La même chose peut-être dite à l'échelle domestique, bien que les faits soient quelque peu différents. Dans les deux cas, les pouvoirs excessifs du gouvernement fédéral sont une malédiction pour les Américains. Pour ce qui est des politiques étrangères, elles ont été une malédiction pour les millions de personnes mises à mal et massacrées par les Etats-Unis.

## [Agrocarburants: l'Europe plafonne](#)

Laurent Orvath 2000watts.org Mardi, 28 Avril 2015



L'Europe vient de se fixer un plafond restreignant l'utilisation des agrocarburants de première génération dans l'essence des véhicules. Ainsi, ce biocarburant réalisé à base de céréales comme le colza, le soja ou le maïs ne pourra dépasser le 7% du total des carburants utilisés dans le secteur des transports.

Les carburants utilisés aujourd'hui en Europe contiennent en moyenne 5 %



d'agrocarburants. Fixé à 7 %, ce plafond laisse donc encore la possibilité d'une croissance.

Cette limite sera prise en compte dans la directive sur la qualité des carburants qui impose aux producteurs de réduire de 10 % leurs émissions de gaz à effet de serre à l'horizon de 2020. Et aussi dans la directive sur les énergies renouvelables, qui fixe pour celles-ci un objectif de 10% dans les transports, à la même échéance. Pour remplir l'objectif de 10% d'énergies renouvelables dans les transports d'ici à 2020, les Etats s'étaient en moyenne fixé d'atteindre 8,5 % d'agrocarburants de première génération.

Ce plafond reste toutefois en deçà des ambitions initiales de la Commission européenne. En 2012, Bruxelles s'était en effet prononcée pour un plafonnement à 5 % de la part des agrocarburants dans l'énergie consommée par les transports. Le Parlement s'était lui-même montré plus téméraire lors de la première lecture de ce texte, en votant une limite à 6 %.

Source: Le monde Laetitia Van Eeckhout



## L'environnement international n'est pas si brillant que cela

Jean-Jacques Netter Institut des libertés 28 avril 2015

**L'effet pétrole serait pratiquement terminé.** La baisse de l'Euro a provoqué une hausse des indices PMI, sauf en France et en Allemagne. En revanche, la politique d'intérêt à taux zéro continue ses ravages. Le

programme de rachat d'obligations par la BCE est une véritable machine à encourager la spéculation. Nulle part, ces politiques de « Quantitative Easing » n'arrivent à stimuler les investissements. Elles n'ont jamais été aussi nombreuses à racheter leurs propres actions en bourse...

## **L'économie française a toujours des semelles de plomb.**

**On a eu droit toute la semaine de la part des grands médias** à des titres lyriques sur « le dégel de l'économie française... », « le moral des chefs d'entreprise... », « le climat de la consommation qui s'améliore... », et même « l'indice CAC 40 en hausse de 21% depuis le début de l'année... ».

On est de plus en plus dans « la communication du coupe ruban » exposée à la télévision pour essayer de traiter les unes après les autres les cibles qui ont déserté le parti socialiste au moment des élections... **La réalité est bien évidemment différente.** Le problème, bien sûr, c'est que les embauches se font attendre. Le nombre de chômeurs inscrits en catégorie A progresse encore de 15.400 fin mars. C'est la trentième hausse en 34 mois de présidence Hollande. Depuis son élection en mai 2012, la France compte 615.000 chômeurs de plus ! La construction ne repart toujours pas, mais *Sylvia Pinel Ministre du Logement, de l'Égalité des territoires et de la Ruralité* va encore durcir la procédure pour les expulsions de locataire qui ne payent pas leurs loyers. Elle s'attaque aussi au marché des « micrologements », ce que l'on appelait « les chambres de bonne », pour encadrer les loyers. Comme d'habitude, depuis que les gouvernements encadrent les loyers, cela n'aura aucun effet pour traiter le problème du logement en France. Par contre, les propriétaires cesseront d'entretenir les logements convenablement et les investisseurs diminueront fortement leurs achats d'immobilier locatif...

La production industrielle en France est 17% en dessous du niveau d'avant la crise. Les capacités de production sont utilisées à hauteur de 80%. Compte tenu du manque de flexibilité du droit du travail et du niveau du SMIC qui dissuade d'engager qui que ce soit de non qualifié, la situation ne risque pas d'évoluer favorablement.

**Le gouvernement n'a toujours pas changé de logiciel.** La rémunération des apprentis mineurs dans les petites entreprises sera payée par l'Etat. Comme le

Président de la République a eu déjà l'occasion de le dire, « Cela ne coûte rien puisque c'est l'Etat qui paye » !

L'investissement ne repart pas puisque, on le voit bien, les entreprises annoncent pratiquement tous les jours des programmes de rachat de leurs propres titres. C'est notamment le cas pour Airbus, Sanofi, Publicis, Michelin... En matière d'Education Nationale, on est stupéfait d'apprendre que les 40 établissements « indépendants » qui disposaient de réserves du fait de leur bonne gestion pour préparer de futurs investissements, vont les voir ponctionner par le gouvernement « au nom de la solidarité ». Cela ressemble beaucoup à ce que vient de faire le gouvernement grec en s'appropriant les liquidités des caisses de retraite pour rembourser ses emprunts !

**On est dans une société totalement bloquée**, mais on ne peut pas continuer très longtemps à « enfumer » Bruxelles sous de bonnes paroles, qui n'engagent que ceux qui les écoutent. Comme le disait Coluche, « on ne peut pas dire la vérité à la télévision car il y a trop de gens qui regardent » Malgré 70Md€ de hausse d'impôts, la France n'a toujours pas diminué ses dépenses publiques et plus de la moitié du corps électoral reçoit des subventions sous une forme ou une autre...

**En Grèce, tout le monde savait que** les « Emergency Liquid Assistance » qui maintiennent en vie les banques grecques pouvaient s'arrêter d'une minute à l'autre. Pour éviter cela Yannis Varoufakis, le ministre rock star du gouvernement Tsipras vient d'être écarté. Les obligations grecques sont passées d'un rendement de 29% à 25% à la fin de la semaine dernière.

**En Grande Bretagne, l'économie va mieux que la politique .Dans le match économique entre la Grande Bretagne et la France, il n'y a pas photo.** D'un côté la Grande Bretagne avec 3% de croissance et 5,6% de chômage, de l'autre la Grande Bretagne avec 0,4% de croissance du PIB et un chômage de 10,5%...

Depuis 2009 1 M d'emplois ont été créés contre 150 000 en France. L'explication est simple : il y a deux fois plus de PME au Royaume Uni qu'en France ... Les immigrants qualifiés se précipitent à Londres. Ils

viennent d'abord de Pologne, puis d'Inde, d'Irlande et de France. Malgré ces bonnes performances la gestion de David Cameron, le Premier Ministre est très critiquée par les économistes distingués qui considèrent qu'il n'a créé que de « petits boulots précaires »...

**Aux Etats Unis** la hausse du dollar devrait continuer de peser sur les résultats des entreprises. Il y a bien baisse de compétitivité comme le montre le dernier indice PMI. Cela n'empêche pas l'indice Nasdaq de dépasser son plus haut historique et les introductions en bourse de rencontrer un grand succès. L'introduction en bourse de **Virtu**, le flash trader a été un grand succès, **Etsy**, plateforme de vente de produits artisanaux a monté de 94% depuis son introduction en bourse.

Parmi les moins bons signes il faut noter que *John Corzine ex dirigeant de Goldman Sachs*, celui qui a conduit MF Global à la faillite vient de lancer un Hedge Fund...

**En Chine** les achats à terme financés par les banques ont progressé de 70% depuis le début de l'année. L'encours atteint désormais 1730 Md RMB. Cette position représente 8,2% de la capitalisation flottante du marché chinois contre 2,5% pour le NYSE...

The Economist de cette semaine pense qu'un véritable krach pourrait se produire dans l'automobile...

**Au Japon**, l'indice Nikkei a franchi en hausse le seuil symbolique de 20 000, marquant un plus haut de quinze ans.

**L'Inde** mérite d'être acheté. Parmi les pays qui ont acheté le plus d'actions indiennes figurent : les Etats Unis (32%), Maurice (22%), Singapour (9%), le Luxembourg (9%) et la Grande Bretagne (5%). La France figure très loin dans le classement...

**Le marché Automobile chinois devient vulnérable.**

**Le pays qui est devenu le premier marché automobile du monde** risque selon The Economist de connaître un krach. Compte tenu des très importants investissements qui ont été réalisés ces dernières années, la capacité de production utilisée est tombée en dessous de 70%. Beaucoup de

concessionnaires ont du mal à vendre les modèles qu'ils ont en stock. Certains commencent à demander des compensations à BMW à Toyota ets... C'est la raison pour laquelle *Andrew Garthwaite, le stratéguiste du Crédit Suisse* a diminué son exposition au secteur automobile pour se reporter sur le secteur des banques.

Le marché chinois se répartit entre les principaux constructeurs suivants : **SAIC** (21,1%). Elle est le partenaire de General Motors aux Etats Unis. **FAW** (14,7%), qui a renouvelé son partenariat avec Volkswagen pour 25 ans. **Dongfeng** (11,8%) qui exploite la marque Fengshen et vend les marques Honda, Nissan et Peugeot. La société va profiter de la technologie de PSA Peugeot Citroën, **Chang An** partenaire de Ford (11,4%), **BAIC** partenaire de Hyundai (8,2%). Suivent derrière d'autres constructeurs comme : **Great Wall Motors**, **Brilliance Auto**, **Geely Automobile Holdings**, **BYD**, **Chery** et **Chongqing**.

## [Et si on déprogramrait l'obsolescence?](#)

[LesAffaires.com](#) Publié le 28/04/2015

**Rien n'est éternel, mais si l'on se débarrasse d'un produit vieillot qui fonctionne très bien, parce qu'il est dépassé ou n'est plus au goût du jour, c'est qu'il est obsolète. Cependant, si cette mise au rancart est provoquée ou imposée par des techniques utilisées pour limiter la durée de vie du produit, on parle d'obsolescence programmée.**

Ce sujet revient dans l'actualité lorsqu'il est question des produits technologiques, par exemple lorsqu'on discute des versions de l'iPhone dont la sortie de la 7<sup>e</sup> variante est imminente. Pourtant, limiter la durée de vie utile des produits n'est pas une idée nouvelle, la preuve étant que la dictature de la mode est un concept plusieurs fois centenaire. Certains ont même songé, pour contrer la Grande Dépression, à limiter légalement la durée de vie des biens afin de stimuler la consommation et la croissance économique. Il s'agissait d'une bien mauvaise idée. La production de biens volontairement éphémères fait rouler l'économie, mais cette approche est désastreuse tant pour les consommateurs, qui s'endettent pour suivre la parade, que pour l'environnement, les ressources s'épuisant pour la fabrication de produits destinés à la poubelle.

On peut décliner l'obsolescence de plusieurs façons. On parle, souvent dans le secteur de l'informatique, d'obsolescence par incompatibilité lorsqu'un produit ne peut plus fonctionner avec une nouvelle version d'un produit accessoire.

L'obsolescence est dite indirecte lorsqu'un produit devient hors d'usage parce que des accessoires essentiels ne sont plus disponibles. Votre appareil VHS fonctionne peut-être toujours, mais bonne chance pour trouver en cassette les derniers films à succès!

L'obsolescence par péremption concerne les produits qui sont bons ou meilleurs avant une certaine date, comme les aliments, médicaments, sièges d'auto pour enfant, etc. Mais si un produit indique lui-même qu'il est temps de remplacer une de ses composantes, par exemple lorsqu'une imprimante annonce un bas niveau d'encre de ses cartouches, on tombe dans l'obsolescence par notification. Lorsqu'un seul et unique élément ou accessoire défaille et que l'appareil entier cesse de fonctionner, on parlera plutôt d'obsolescence par défaut fonctionnel.

L'obsolescence subjective, dont la mode est l'exemple par excellence, est quant à elle liée à la psychologie des consommateurs, qu'on amène à vouloir tout remplacer. L'obsolescence écologique nous presse à nous débarrasser d'un bien encore fonctionnel (voitures, ampoules incandescentes) au profit d'un autre plus efficace au plan écoénergétique.

La preuve d'un stratagème de l'industrie qui limiterait volontairement l'espérance de vie d'un produit, par des procédés techniques ou technologiques, n'a jamais été faite. Si, pour plusieurs biens, on constate empiriquement que les durées de vie raccourcissent, cela pourrait dépendre de plusieurs facteurs : la miniaturisation et la légèreté, par exemple, augmentent la fragilité. Selon les fabricants, des biens plus solides entraîneraient souvent des coûts que les consommateurs ne sont pas nécessairement prêts à assumer.

Même décrié, le système économique qui encourage à consommer davantage reste le modèle dominant et les lois qui protègent les consommateurs n'auront jamais assez de poigne pour changer la donne en matière de durabilité des produits. Par exemple, si la garantie légale, inscrite dans la Loi sur la protection du consommateur, prévoit qu'un bien doit servir à l'usage auquel il est destiné, et ce, pour une durée raisonnable, la question reste :

qu'est-ce qu'une durée raisonnable? En outre : à moins que le commerçant accepte d'honorer cette garantie, qui excède sa garantie conventionnelle, le consommateur devra s'armer de patience pour avoir gain de cause.

Alors, que fait le consommateur engagé? Il ne se croise certes pas les bras. S'il croit que le bien qu'il a acquis a eu une durée de vie trop courte, il porte plainte auprès du détaillant, du fabricant et à l'Office de la protection du consommateur. Il diffuse l'information sur les réseaux sociaux : la force du nombre est du côté des consommateurs.

Mais il agit, surtout, de façon responsable : il résiste à l'achat de produits dont il n'a pas besoin, choisit les biens durables, recycle, consomme localement, privilégie la consommation collaborative comme les réseaux d'échange, la valorisation et la revente d'objets. Finalement, pourquoi jeter? Bien que « réparer » semble être sorti des mœurs, de plus en plus de sites Internet fournissent les renseignements nécessaires pour réparer la plupart des appareils domestiques.

En fin de compte, que les stratégies du marketing se le tiennent pour dit : la tyrannie du prêt à jeter trouvera sur son passage des consommateurs avertis qui n'ont pas dit leur dernier mot. Et pour ceux-là, l'obsolescence sera de moins en moins programmée.